

*Plus connaissance a.a
16.1.91*



2310.1

EIDGENÖSSISCHES VOLKSWIRTSCHAFTSDEPARTEMENT
DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DE L'ÉCONOMIE PUBLIQUE
DIPARTIMENTO FEDERALE DELL'ECONOMIA PUBBLICA
DEPARTAMENT FEDERAL DA L'ECONOMIA PUBLICA

Berne, le 11 janvier 1991

Note d'information

Au Conseil fédéral

Mes entretiens avec le Président de l'Equateur Borja

Comme annoncé lors de la séance du 9 janvier, vous voudrez bien trouver ci-joint un rapport sur les entretiens que j'ai eus à Quito avec le Président Borja.

DEPARTEMENT FEDERAL
DE L'ECONOMIE PUBLIQUE

Maunum _____

Annexe mentionnée



Visite privée en Equateur du Chef du Département fédéral de l'économie publique

Lors du dîner que le Président de la République M. Rodrigo Borja (B) a offert le 2 janvier 1991 en l'honneur du Conseiller fédéral Delamuraz (CFD) et de sa famille en visite privée en Equateur, les thèmes suivants de politique internationale et intérieure furent évoqués, en présence du Ministre des affaires étrangères Diego Cordovez et du Ministre de l'intérieur Verduga.

1. GATT et résultats de la dernière Conférence ministérielle du début décembre 1990 à Bruxelles
2. Dialogue et engagement des pays européens dans la reconstitution de notre continent
3. Aspects du développement interne équatorien
4. Entrée de l'Equateur au Conseil de sécurité des Nations Unies.

* * * * *

1. Selon CFD, d'un instrument tarifaire (tel qu'il avait été conçu dès le début), le GATT a eu la tendance, surtout au cours de ces dernières années, à se transformer en un véritable instrument de politique commerciale internationale (voire de politique tout court). Il découle de là la complexité et la difficulté des négociations du cycle de l'Uruguay. Bien que les progrès réalisés dans les domaines non-agricoles (tels les

services, la propriété intellectuelle, les règles ou les textiles) puissent être qualifiés de concrets et importants - et la Suisse y contribua de manière active et constructive - le résultat final de ce cycle dépendra en définitive de l'accord qu'il sera possible d'atteindre dans le domaine agricole.

Tout en n'étant pas (encore) membre du GATT, l'Equateur, selon B, se sent solidaire des PVD exportateurs de produits tropicaux et souhaite qu'une percée significative se réalise également dans ce domaine, si important aussi pour sa propre économie (bananes, cacao, café), Quito ayant de bonnes raisons pour se sentir discriminé à ce sujet, sur les marchés européens surtout...

CFD a réitéré notre vœu de voir bientôt l'Equateur faire part du GATT et notre intention de lui prêter tout notre appui dans ses démarches le moment venu.

2. D'après CFD, bien que passionnant et essentiel par ses enjeux et ses perspectives d'avenir pour toutes les parties intéressées, le dialogue européen ne saurait se transformer en un monologue euro-européen, cristallisé sur soi-même et sans ouverture sur le reste du monde (comme il pourrait avoir tendance à le devenir). Le Chef du DFEP rappelle qu'il ne cessera personnellement pas de se faire le porte-parole, aussi bien en Suisse qu'en dehors de nos frontières nationales et dans les enceintes économiques internationales, de la diversification de ces contacts et d'une ouverture de l'Europe sur le monde entier.

Un pays comme la Suisse ne pourra jamais renoncer à la vocation internationale de ses relations économiques et le continent latino-américain continue de constituer pour nous un pôle d'attraction et de potentialités futures de tout premier plan - l'Equateur demeurant dans ce contexte une terre d'accueil traditionnelle pour nos nombreux entrepreneurs établis dans ce pays et méritant, à nos yeux, nos efforts de coopération renouvelés et une présence accrue dans le domaine

économique (cela se justifiant d'autant plus, que le gouvernement de B est parvenu à maintenir jusqu'ici le climat de paix sociale et de stabilité économique, indispensables à une telle présence).

3. A ce même sujet CFD félicite le Président équatorien des efforts entrepris et des succès obtenus, depuis son accès au pouvoir, dans lesdits domaines. Loin d'avoir été prévisibles, il y a à peine deux ans et demi, ces résultats n'en sont pas moins tangibles et évidents, et la communauté internationale sait les mesurer à leur juste valeur. Cette situation contraste d'autant plus que d'autres pays de la région ne peuvent malheureusement pas se féliciter des mêmes succès... B insiste sur ces conditions favorables, qui continuent de persister en Equateur et qui permettent à bien des activités de se dérouler en des conditions relativement sûres et stables (en dépit des signes adverses perçus ces derniers temps de manière pourtant fort compréhensible dans des domaines tels que la vie parlementaire, le problème des revendications indigènes ou le malaise engendré par la pauvreté croissante dans des couches toujours plus larges de la population). Ceci serait surtout le cas, selon B, du tourisme dont l'Equateur devrait pouvoir profiter encore bien davantage et qui constitue l'une des priorités pour le développement de son économie. Quito serait ainsi heureux de pouvoir puiser dans le réservoir d'expériences de pays à vocation touristique et dont la coopération pourrait lui permettre de développer ce secteur encore plus fortement. CFD se dit particulièrement convaincu des potentialités ouvertes dans ce domaine et considère que la possibilité d'une coopération suisse en cette matière pourrait faire l'objet de discussion, lors de la visite que le Président B fera en Suisse le mois de février prochain (en particulier dans le cadre de nos projets de coopération financière).
4. B rappelle que l'Equateur vient d'entrer, au même titre que l'Inde, la Belgique, l'Autriche et le Zimbabwe, en tant que nouveau membre non-permanent au Conseil de sécurité des Nations Unies. Il y représen-

tera pendant les 24 prochains mois (joint à Cuba qui terminera son mandat à la fin de cette année déjà) la position des pays d'Amérique latine. Cette nouvelle tâche ne manquera pas de constituer une charge accrue pour les effectifs réduits de la mission équatorienne à New York. Quito compte toutefois parvenir à y faire face, grâce à un renforcement en personnel et au moyen de la mise en place d'un nouveau réseau de télécommunications hautement perfectionné, grâce à un prêt de 4 millions de dollars US de la Communauté Economique Européenne.

11.01.1991